

www.tifawt.com

UNIVERSITE ABDELMALEK ESSAADI



Faculté des Sciences Juridiques,
Economiques et Sociales de Tanger

Filière des sciences économiques
Semestre 3

Support de cours
Macro II

Professeur : Omar BELKHEIRI

www.tifawt.com

Année universitaire 2006-2007

www.tifawt.com

COMMENT UTILISER CE DOCUMENT ?

Contenu et objectif pédagogiques :

Ce cours vise à transmettre aux étudiants les connaissances de base relatives à la compréhension du fonctionnement économique de la nation (échelle macro). Il leur permet notamment d'avoir une vision plus précise sur les principaux champs d'action de la politique économique et d'en relever la portée, les objectifs et les limites.

Ce cours traite des approches keynésienne et classico-keynésienne de l'équilibre macro-économique, des causes des déséquilibres et des conditions de relance des économies en récession.

Remarques pédagogiques :

Ce document ne remplace pas le cours. C'est un outil d'appui, à caractère orientatif. Les explications et les exemples abordés ainsi que les questions-réponses survenues durant le cours et les TD contribuent à mieux comprendre son contenu.

Par ailleurs, la lecture d'ouvrages de référence (manuels) est fortement conseillée pour une meilleure prise en main de la matière.

Parmi les ouvrages disponibles dans la bibliothèque de notre faculté, je vous propose les suivants (avec les cotes de classement) :

- « Economie politique », Gilbert Abraham-Frois (33 ABE)
- « Macro-économie », Marc Montoussé (339 MOM)
- « Economie politique », Claude Mouchot (33 MOE)
- « Analyse macroéconomique », Edmond Alphandery (339 ALC)
- « Economie contemporaine », Jean-Pierre Lorriaux (33 LOR)

Sommaire

Chapitre 1 : Théorie Keynésienne et demande globale

I – La consommation

1. La loi psychologique fondamentale de Keynes
2. La fonction de consommation
3. Enrichissement de la fonction de consommation

II – L'investissement

1. La rentabilité de l'investissement
2. Demande de biens de consommation et investissement
3. Investissement et anticipations des entrepreneurs

III – Les dépenses publiques

1. Les recettes de l'Etat
2. Les dépenses publiques
3. Le déficit public et son financement

Chapitre 2 : L'équilibre général keynésien

I – L'équilibre en économie fermée

1. La demande globale et l'équilibre
2. Le multiplicateur keynésien

II – L'équilibre avec intervention de l'Etat

1. La dépense publique et l'équilibre
2. Les impôts et l'équilibre
3. Effet combiné des multiplicateurs des dépenses et fiscal

II – L'équilibre en économie ouverte

1. L'équilibre avec les exportations et importations
2. Le multiplicateur en économie ouverte

Chapitre 3 : L'équilibre classico-keynésien

I – L'équilibre sur le marché des biens et services

1. Construction et signification de la courbe IS
2. Le déplacement de la courbe IS

II – L'équilibre sur le marché de la monnaie

1. L'offre et la demande de monnaie
2. Construction et interprétation de la courbe LM
3. Le déplacement de la courbe LM

III – L'équilibre simultané

Chapitre 4 : La politique budgétaire

I – Les instruments automatiques

II – Les instruments discrétionnaires

III – Effets de la politique budgétaire

Chapitre 1 THEORIE KEYNESIENNE ET DEMANDE GLOBALE

I – LA CONSOMMATION

La consommation d'un bien est la quantité de ce bien qui est destinée à la satisfaction directe des besoins des agents économiques concernés.

Les biens objets de cette consommation sont dits « bien finaux », par opposition aux biens intermédiaires.

L'approche macro-économique keynésienne est centrée sur la consommation agrégée de l'ensemble des ménages.

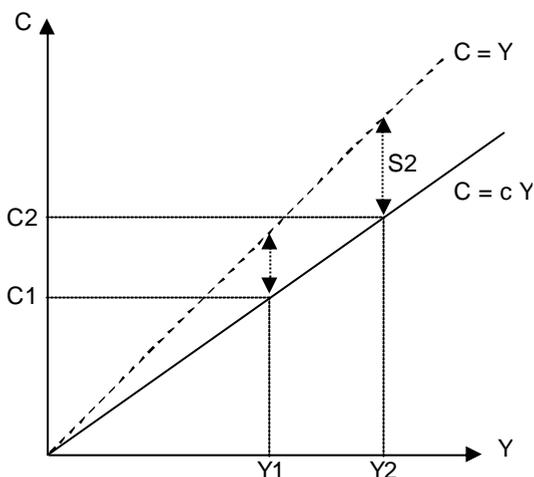
Le facteur déterminant de cette consommation est le revenu et les prix sont considérés comme rigides.

Le comportement de consommation est régi par la « loi psychologique fondamentale »

1. La loi psychologique fondamentale de Keynes

Dans sa « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie » (1939), Keynes nous dit : « La loi psychologique fondamentale sur laquelle nous pouvons nous appuyer en toute sécurité, à la fois a priori en raison de notre connaissance de la nature humaine et a posteriori en raison des enseignements détaillés de l'expérience, c'est qu'en moyenne et la plupart du temps, les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu ».

La propension marginale à consommer



On peut remarquer qu'il existe un écart croissant entre la consommation et le revenu. Cet écart entre les ressources et les dépenses des ménages est le résultat de leurs comportements de consommation à travers la notion de la propension à consommer.

La propension à consommer est un paramètre relativement stable sur le court terme ; ce qui donne à la fonction de consommation son caractère stable également.

Keynes distingue entre propension moyenne et marginale à consommer :

- La propension moyenne à consommer : $PMC = C/Y$
- La propension marginale à consommer : $pmc = \Delta C / \Delta Y$

2. La fonction de consommation

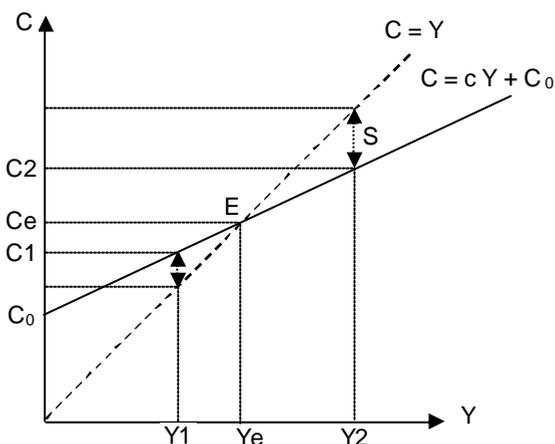
Elle permet l'analyse et l'explication de l'évolution de la consommation globale.

La fonction de consommation est réputée stable à court terme en raison de la stabilité de la pmc.

La fonction de consommation est formulée comme suit :

$$C = c Y + C_0$$

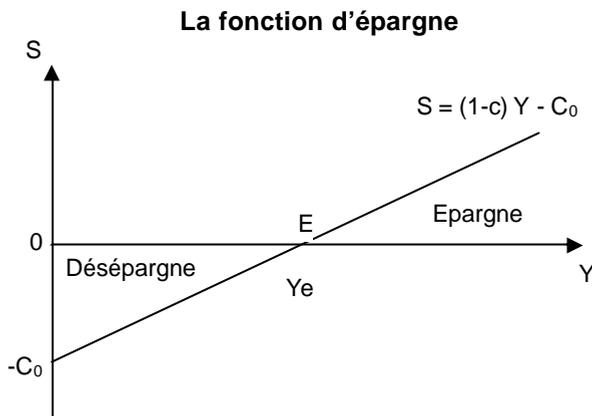
La fonction de consommation



Puisque le revenu a une double utilisation, à savoir la consommation et l'épargne ($Y = C + S$), la fonction de consommation peut également être exprimée par la fonction d'épargne.

Keynes définit l'épargne (S) comme une renonciation à l'acte de consommer et non comme un transfert de consommation vers le futur.

La fonction de consommation devient alors : $S = (1 - c) Y - C_0$



3. Enrichissement de la fonction de consommation

Suite à des tests statistiques, la fonction de consommation a été vérifiée sur le court terme, puisqu'il a été observé une hausse du taux d'épargne suite à l'accroissement du revenu.

Par contre, les hypothèses keynésiennes ont été mal vérifiées sur le long terme, ni lorsque le revenu subit les aléas de la conjoncture. Sur un autre plan, il est apparu que la consommation peut être liée à d'autres variables que le revenu lui-même.

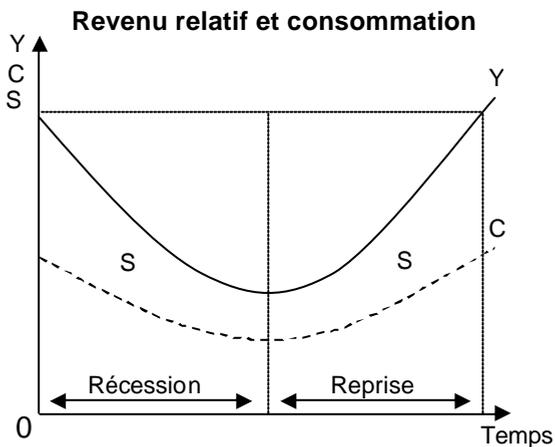
3.1. Théorie du revenu relatif

Présentée par J. Duesenberry, cette théorie est basée sur deux principes :

- Les ménages définissent leur niveau et structure de consommation non, pas uniquement par rapport à leurs revenus (personnels) mais également se réfèrent aux dépenses, et donc aux revenus, de la classe sociale immédiatement supérieure (revenu relatif)

- Les ménages ont tendance à vouloir maintenir leur niveau de consommation par rapport à celui des périodes précédentes. Autrement dit, la consommation d'une période est plus fonction du revenu antérieur le plus élevé que du revenu de la période courante (revenu courant)

Dans ces conditions, Duesenberry estime que dans le cadre de fluctuations conjoncturelles de l'économie, la consommation n'évolue pas proportionnellement au revenu.



Lorsque le revenu baisse en période de récession ou augmente en période de reprise, la consommation ne varie pas proportionnellement. L'effet Cluquet empêche la consommation de baisser (ce qui se traduit par une baisse de l'épargne) et freine son augmentation (ce qui permet de reconstituer l'épargne)

3.2. Théorie du revenu permanent

Cette théorie, œuvre de M. Friedman, critique le principe de la stabilité de la relation consommation / revenu. L'auteur part de l'idée que les ménages distinguent dans leurs revenus une part durable appelée « revenu permanent » (Y_p) et une part temporaire ou accidentelle dite « revenu transitoire » (Y_t : plus-values, heures supplémentaires, ...)

Parallèlement, la consommation des ménages se divise en consommation permanente (C_p) et en consommation transitoire (C_t)

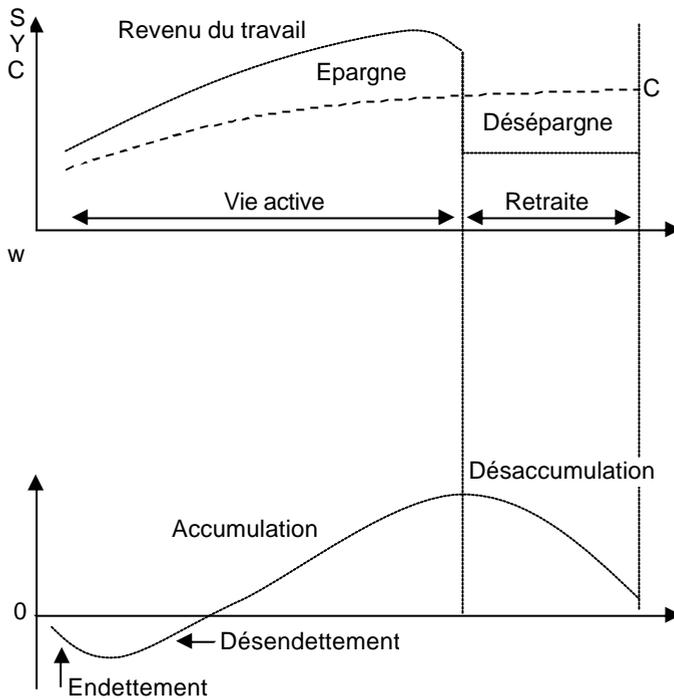
Friedman considère que la seule relation stable qui existe est celle liant le revenu permanent à la consommation permanente ($C_p = a Y_p$). Résiduellement, les ménages laissent de côté le revenu transitoire, c'est l'épargne transitoire ; mais ils peuvent en consommer une partie (C_t). Cette consommation n'obéit à aucune règle pré-établie.

De ce fait, la consommation courante, incluant la consommation transitoire, devient aléatoire et surtout imprévisible. Par conséquent, la relation $C = a Y$ devient instable.

3.3. Théorie du cycle de vie

L'auteur de cette théorie, F. Modigliani, part du constat que les revenus du travail sont irrégulièrement répartis sur la durée de vie. Malgré cela, les ménages qui désirent garder un niveau de consommation stable, se trouvent obligés de réaliser des transferts de ressources sur leur cycle de vie par des opérations d'épargne et d'emprunts.

Cycle de vie et consommation



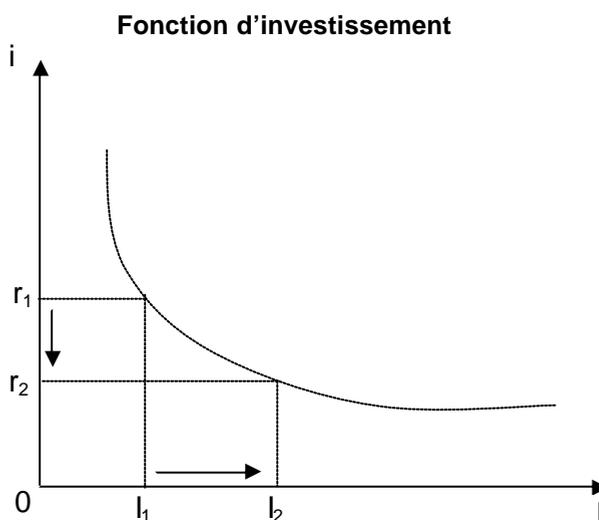
Il ressort finalement, que la consommation n'est pas tributaire uniquement du revenu mais aussi d'une nouvelle variable qui est le stock de richesse ou le patrimoine que détiennent les ménages.

II – L'INVESTISSEMENT

L'investissement représente l'ensemble des acquisitions de biens de production par les entreprises.

La fonction d'investissement :

La fonction d'investissement est construite autour de la relation inverse entre le taux d'intérêt et l'investissement. Cette fonction peut être présentée comme suit :



Cette formulation suppose que toute chute du taux d'intérêt devrait se traduire par une relance de l'investissement privé et que toute augmentation de ce taux devrait déprimer l'investissement. En réalité, bon nombre d'études empiriques ont infirmé cette supposée relation inverse et mécanique entre le taux d'intérêt et l'investissement. En effet, d'autres facteurs influencent également la décision d'investir.

Si la consommation est l'élément relativement stable de la demande globale, l'investissement est l'élément le plus irrégulier.

Trois autres déterminants de la décision d'investir sont en général mis en valeur :

- La rentabilité du capital investi
- La demande en biens de consommation
- Les anticipations des agents économiques

1. La rentabilité de l'investissement

Dans le but de maximiser leurs profits et d'optimiser leur décision d'investissement, les entreprises procèdent à des calculs de rentabilité selon plusieurs méthodes.

Pour chaque projet, il est établi un état des coûts à supporter et un état des rendements escomptés (recettes prévues). Sur la base de ces états, les entreprises déterminent les rendements. A cet effet, trois techniques sont utilisées :

- La technique du délai de récupération
- La méthode d'actualisation des rendements.
- La méthode du taux interne de rendement (TIR).

2. Demande de biens de consommation et investissement

La décision d'investissement dépend également de l'ampleur de la demande de bien de consommation prévue.

Cette relation entre la variation de la demande de biens de consommation et celle de la demande de biens d'équipement est mise en évidence par le principe de l'accélérateur.

Exemple illustratif de l'accélérateur

t	D_t	ΔD	P_t	K_t	I_{nt}	I_{rt}	I_t
1	10	-	10	30	0	3	3
2	60	50	60	180	150	3	153
3	85	25	85	255	75	3	78
4	100	15	100	300	45	3	48
5	100	0	100	300	0	3	3
6	85	-15	85	255	-45	3	-42
7	60	-25	60	180	-75	3	-72
8	10	-50	10	30	-150	3	-147

- D_t : Demande en biens de consommation
 ΔD : Variation de la demande
 P_t : Production en période t
 K_t : Capital nécessaire
 I_{nt} : Investissement nouveau
 I_{rt} : Investissement de renouvellement
 I_t : Investissement total

En période de croissance de la demande, une variation en augmentation de la demande en biens de consommation entraîne une variation plus que proportionnelle de l'investissement.

En période de stagnation, l'investissement est ramené au niveau de l'investissement de remplacement.

En période de baisse de la demande, la variation négative de la demande entraîne une variation plus que proportionnelle en termes de désinvestissement.

Limites de l'accélérateur :

Le principe de l'accélérateur tel qu'il est décrit ne peut être effectif que si deux hypothèses sont simultanément réalisées :

- La demande en bien de consommation doit être immédiatement suivie par une réponse : par une production équivalente.
- Le besoin de production est systématiquement et dans une certaine proportion donnée, suivi par une augmentation de l'investissement.

3. Investissement et anticipations des entrepreneurs

Les essais de vérification statistique du principe de l'accélérateur n'ont pas donné de résultats probants. De plus, l'évolution des investissements semble parfois peu dépendante du taux d'intérêt.

Face à ce constat, et sachant que l'acte d'investissement est le fait d'entrepreneurs qui ont plus ou moins confiance dans l'avenir, le poids de leurs anticipations devient fondamental et nécessite d'être intégré dans la fonction d'investissement.

Trois facteurs confortent la prise en compte des anticipations des entrepreneurs :

Les prévisions à long terme sont incertaines :

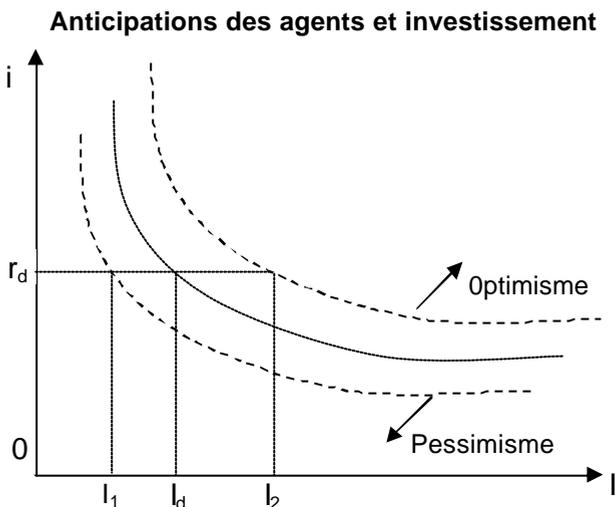
L'investissement reste très largement imprévisible car il est difficile de prévoir les événements futurs sur la base de l'expérience passée. Par conséquent, la rentabilité d'un investissement est toujours aléatoire. Ceci est d'autant plus vrai dans le contexte actuel de mutation et de concurrence accrue.

Dans ce contexte, les rendements annuels prévus deviennent incertains pour les raisons suivantes :

- L'incertitude sur la durée d'utilisation des biens d'équipement ;
- L'incertitude sur les perspectives de ventes ;
- L'incertitude sur les coûts de production ;
- L'incertitude sur les taux d'intérêts futurs.

Le climat de confiance (ou non) dans l'avenir :

L'investissement dépend de l'état psychologique de confiance des entrepreneurs.



La spéculation financière :

La bourse exerce un effet attrayant en raison des plus values à court terme qu'elle rend possibles. Les agents économiques pourraient ne plus décider d'investir en fonction de la rentabilité à long terme du projet mais en fonction des bénéfices à court terme qu'il peut engendrer.

Cette facilité peut avoir un inconvénient : c'est le risque de détourner les agents économiques de l'investissement productif vers un comportement plus spéculatif.

Dans ce contexte, l'attitude anticipative de l'agent économique porte sur l'opinion des marchés financiers dans le court terme.

III – LES DEPENSES PUBLIQUES

L'Etat agit économiquement par le biais du budget. Ce dernier est constitué de recettes et de dépenses correspondant aux ressources et aux emplois publics.

1. Les recettes de l'Etat

Au Maroc, ces recettes sont principalement constituées par les impôts. Les impôts indirects et les droits de douanes forment le noyau de ces impôts.

2. Les dépenses publiques

Les dépenses de l'Etat se répartissent en dépenses courantes ou ordinaires pour la majeure partie et en dépenses d'investissement.

3. Le déficit public

Les recettes permettant de financer les dépenses, lorsque ces dernières sont plus importantes, l'Etat est dit en situation de déficit budgétaire.

Deux groupes de facteurs peuvent être à l'origine d'un déficit budgétaire. Le premier, d'ordre conjoncturel, englobe notamment l'insuffisance de la croissance économique. Le second, d'ordre structurel. Il s'agit de causes plus profondes telles que la croissance démographique, le chômage, l'endettement...

Le déficit public peut être financé par la fiscalité. Mais lorsque cette dernière est déjà trop élevée, l'Etat peut recourir à l'emprunt, soit interne (épargne des agents économiques), soit externe (auprès des organismes internationaux ou d'autres Etats)

Chapitre 2 L'EQUILIBRE GENERAL KEYNESIEN

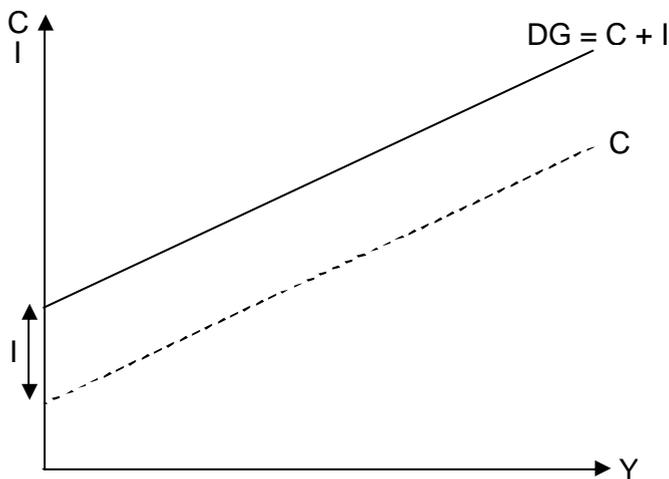
I – L'EQUILIBRE EN ECONOMIE FERMEE

1. La demande globale et l'équilibre

En supposant que l'Etat n'intervient pas par ses dépenses et que l'économie concernée n'est pas ouverte sur l'extérieur, la demande globale (DG) est représentée par ce que les entreprises (I) et les ménages (C) prévoient de dépenser en biens et services par rapport à un niveau de revenu.

La fonction de la demande globale se présente de la manière suivante ($DG = C + I$) :

La fonction de la demande globale



Pour une fonction de consommation donnée, la fonction de la demande globale est située à un niveau supérieur quelque soit le niveau du revenu.

La droite DG est parallèle à la fonction de consommation et leur pente est déterminée par la propension marginale à consommer.

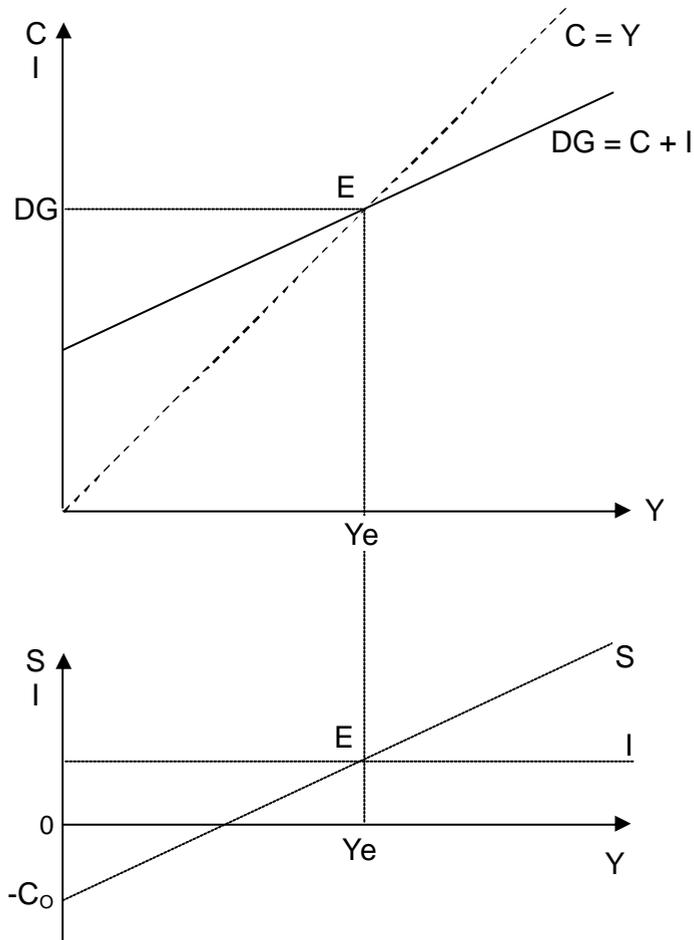
Définition de l'équilibre (optique production) :

Dans un contexte où les prix sont fixes et le produit est déterminé par la demande, on dit que le marché des biens et services est en équilibre (à court terme) lorsque la dépense globale prévue (demande globale) est strictement égale au produit réalisé par les entreprises.

Représentation graphique :

Graphiquement, l'équilibre est représenté par la rencontre de la fonction de la demande et la bissectrice (droit à 45°). Cette intersection détermine le produit d'équilibre (revenu d'équilibre)

L'équilibre en économie fermée sans Etat



Dans la conception keynésienne, c'est un équilibre de nature stable dans la mesure où il est atteint dans le cadre d'un processus d'ajustement par tâtonnement et c'est un équilibre de sous-emploi qui se manifeste simultanément par un équilibre sur le marché des biens et services et un déséquilibre sur le marché du travail (chômage).

Selon Keynes, à ce niveau d'équilibre, les entreprises ne sont pas incitées à embaucher des demandeurs d'emploi car il n'y a aucune perspective d'augmentation de la production au-delà du niveau de la demande (d'équilibre). Autrement dit, l'insuffisance de la demande globale constitue un frein à l'augmentation de la production jusqu'à son niveau de plein emploi.

2. Le multiplicateur keynésien

Concept fondamental dans la théorie générale de Keynes, le multiplicateur mesure l'ampleur de la variation du produit (ou revenu national) lorsque la demande globale change. Il dépend étroitement de la propension marginale à consommer.

Le multiplicateur est noté : $k = 1 / 1-c$ ou encore $k = 1 / s$

c : propension marginale à consommer

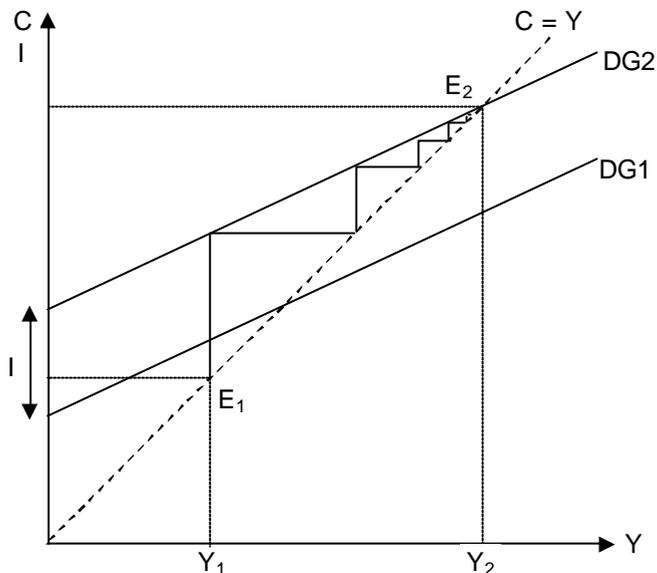
s : propension marginale à épargner

2.1. Le multiplicateur et le rôle des dépenses de consommation

La consommation est une composante de la demande globale et à ce titre, elle génère un revenu. Le multiplicateur complète l'approche du circuit économique par la consommation en montrant que dans une logique dynamique, les dépenses jouent un rôle moteur en permettant l'accroissement du produit et donc du revenu national.

Par le jeu de la diminution des stocks et de leur reconstitution par l'augmentation de la production, un processus dynamique s'enclenche à partir d'un point d'équilibre jusqu'à un autre qui marque la fin de ce processus. L'effet de multiplication s'arrête lorsque l'égalité suivante se réalise : $\Delta Y = (1 / 1-c)\Delta I$

Le phénomène du multiplicateur keynésien



2.2. Le multiplicateur et l'épargne

Le mécanisme du multiplicateur permet de démontrer que l'épargne s'ajuste toujours automatiquement au besoin d'investissement : l'augmentation de l'investissement se transforme en une augmentation plus forte du revenu ($\Delta Y = k\Delta I$) qui va engendrer une augmentation de l'épargne jusqu'à la réalisation de l'égalité $I = S$.

Cette égalité est notée $I \overset{\curvearrowright}{=} S$ pour spécifier qu'elle est le résultat du fonctionnement du circuit économique.

L'ajustement automatique entre I et S par le multiplicateur ne fonctionne qu'à condition que l'épargne ne soit pas demandée pour elle-même.

2.3. Les limites du multiplicateur

- Le multiplicateur ne peut avoir d'effet que si les facteurs de production (capital et travail) sont sous-employés.
- L'effet multiplicateur n'est pas assez efficace si l'investissement n'est pas répété ou reproduit à chaque période.
- Le multiplicateur est fondé sur le principe de la stabilité de la propension marginale à consommer. Or, l'observation montre au contraire que cette propension est instable.
- Le multiplicateur exclut de son fonctionnement l'investissement « induit ».
- Dans le cas de figure où une économie est ouverte sur l'extérieur, l'effet multiplicateur risque d'être limité par la fuite d'une partie de la demande supplémentaire vers l'extérieur.

II – L'EQUILIBRE AVEC INTERVENTION DE L'ETAT

L'intervention de l'Etat dans l'économie se faisant par les dépenses et par les impôts, son influence sur la demande globale se ressent de deux manières.

D'un côté, les dépenses publiques (G) s'accumulent avec la consommation et l'investissement pour constituer la demande globale ($DG = C + I + G$).

La fonction de la demande globale est alors composée de trois éléments exogènes : la demande d'investissement (I), la demande publique (G) et la consommation incompressible (C_0)

De l'autre côté, l'Etat prélève des impôts¹ (T) qui viennent en diminution du revenu initial des ménages. On parle alors de revenu disponible (Y_d) avec : $Y_d = Y - T$

Les impôts sont considérés ici comme étant proportionnels au revenu, ce qui permet d'exprimer un taux d'imposition (t) : $T = t Y$

Le revenu disponible exprime finalement la part que les ménages sont autorisés à garder pour en disposer :

$$Y_d = (1 - t) Y$$

¹ Par souci de simplification, nous supposons ici qu'il s'agit uniquement des impôts directs et qu'il n'existe pas de transferts.

De par ce taux d'imposition, l'impôt a un effet direct sur la fonction de consommation : $C = c(1 - t)Y$

1. La dépense publique et l'équilibre

En l'absence de l'impôt (supposition), la dépense publique agit sur la demande globale de la même manière que l'investissement.

Une variation de la demande grâce à une augmentation de la dépense publique entraîne une augmentation plus importante du revenu par le jeu du multiplicateur des dépenses publiques :

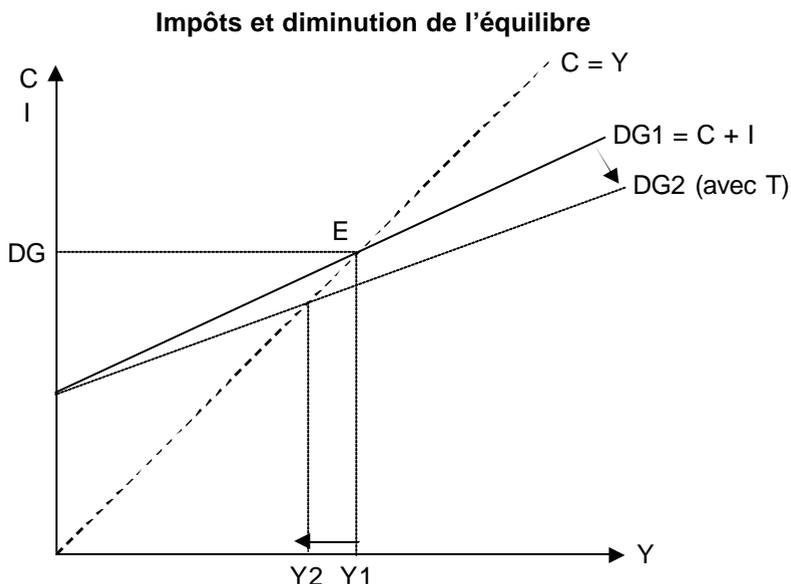
$$\Delta Y = (1 / 1-c) \Delta G$$

2. Les impôts et l'équilibre

La proportionnalité de l'impôt par rapport au revenu et son impact sur la consommation, fait que la fonction de la demande globale est affaiblie.

L'ampleur de la baisse du revenu d'équilibre est mesurée par le multiplicateur fiscal : $\Delta Y = (-c / 1-c) \Delta T$

La valeur négative de ce multiplicateur exprime la relation inverse qui lie l'impôt au revenu.



3. Effet combiné des multiplicateurs des dépenses et fiscal

Le recours simultané de l'Etat aux impôts et aux dépenses a pour conséquence de combiner leurs deux effets.

Lorsque l'augmentation de la dépense publique est moins importante que celle de l'impôt, le revenu d'équilibre diminue. Cela s'explique par le fait que l'effet de diminution du revenu dû à l'impôt a été prédominant face à la faiblesse de la variation de la dépense publique.

Lorsque les augmentations de la dépense publique et des impôts sont identiques, le revenu s'accroît. La variation du revenu est donc positive. Cela s'explique par le fait, qu'à variations en valeurs égales et pour une propension marginale à consommer donnée, l'effet de multiplicateur fiscal est moins important que celui du multiplicateur des dépenses publiques. Ce phénomène est appelé « le multiplicateur du budget équilibré » ou « théorème d'Haavelmo ».

II – L'EQUILIBRE EN ECONOMIE OUVERTE

L'ouverture d'une économie sur l'extérieur implique de prendre en considération deux nouvelles variables : les exportations (X) et les importations (M).

Les exportations viennent en augmentation de la valeur du PIB (produit) et les importations contribuent à sa diminution.

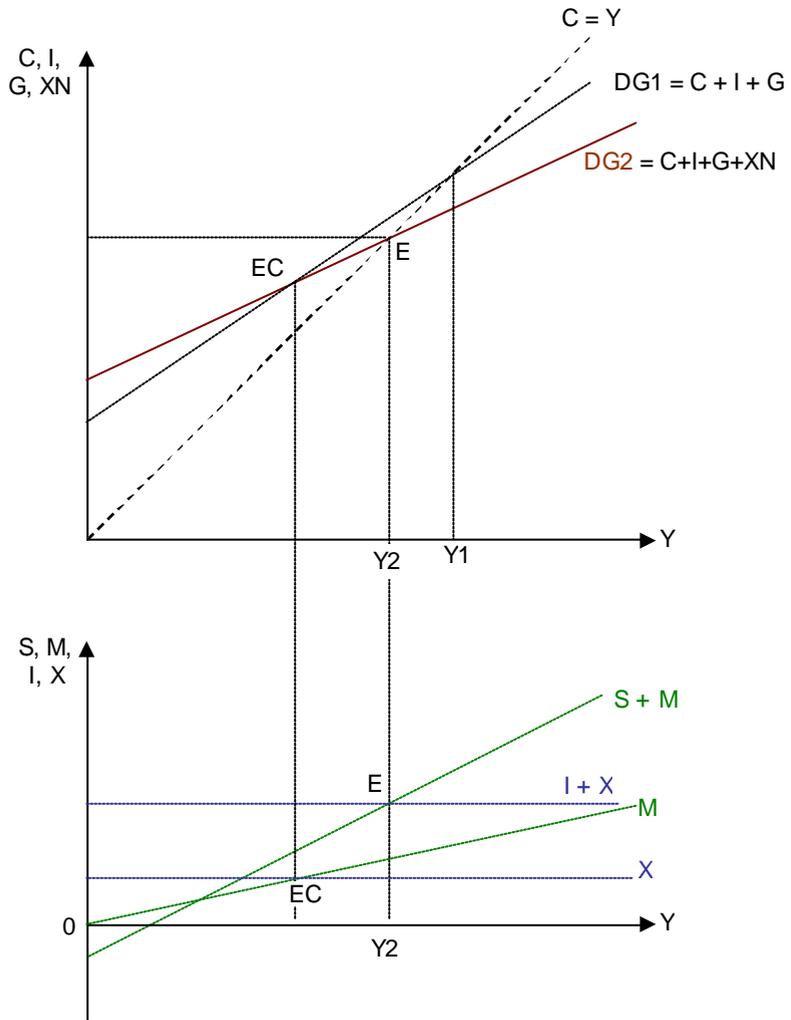
L'équation comptable de l'équilibre devient la suivante :

$Y = C + I + G + X - M$; où $(X - M)$ représente les exportations nettes

1. L'équilibre avec les exportations et importations

Lorsque le commerce extérieur est introduit dans le modèle, l'équilibre est influencé par les effets respectifs des exportations (demande externe destinée à la nation) et des importations (demande interne adressée à l'extérieur)

Equilibre en économie ouverte



2. Le multiplicateur en économie ouverte

Dans ce nouveau cadre d'équilibre, le multiplicateur va connaître une transformation sous l'effet de la propension marginale à importer. En effet, le multiplicateur va être affaibli du fait qu'une partie des biens et services consommés ne sont pas produits localement mais importée (influence de « m »). Plus la valeur de « m » est élevée, plus la force du multiplicateur est réduite.

Le multiplicateur en économie ouverte qui permet de mesurer l'impact d'une variation du commerce extérieur sur le revenu tout en tenant compte du niveau des importations est noté :

$k = 1 / s+m$ (s : propension marginale à épargner)

Chapitre 3

L'EQUILIBRE CLASSICO-KEYNESIEN

Après la représentation keynésienne de l'équilibre, l'économiste J. Hicks a proposé en 1937 une nouvelle élaboration de l'équilibre qui a été popularisée par A. Hansen.

Le principe de ce modèle est de définir l'équilibre globale, ou simultané, à partir de deux autres équilibres.

Le premier sur le marché des biens et services (construction de la courbe IS) et le second sur le marché de la monnaie (construction de la courbe LM).

I – L'EQUILIBRE SUR LE MARCHE DES BIENS ET SERVICES

1. Construction et signification de la courbe IS

La construction de la courbe IS est fondée sur les postulats suivants : Il est supposé que les dépenses publiques et les impôts sont constants et que la masse monétaire et le niveau des prix sont donnés.

La courbe IS, qui exprime la condition d'équilibre sur le marché des biens et services ($I = S$), se détermine comme suit : (voir graphique)

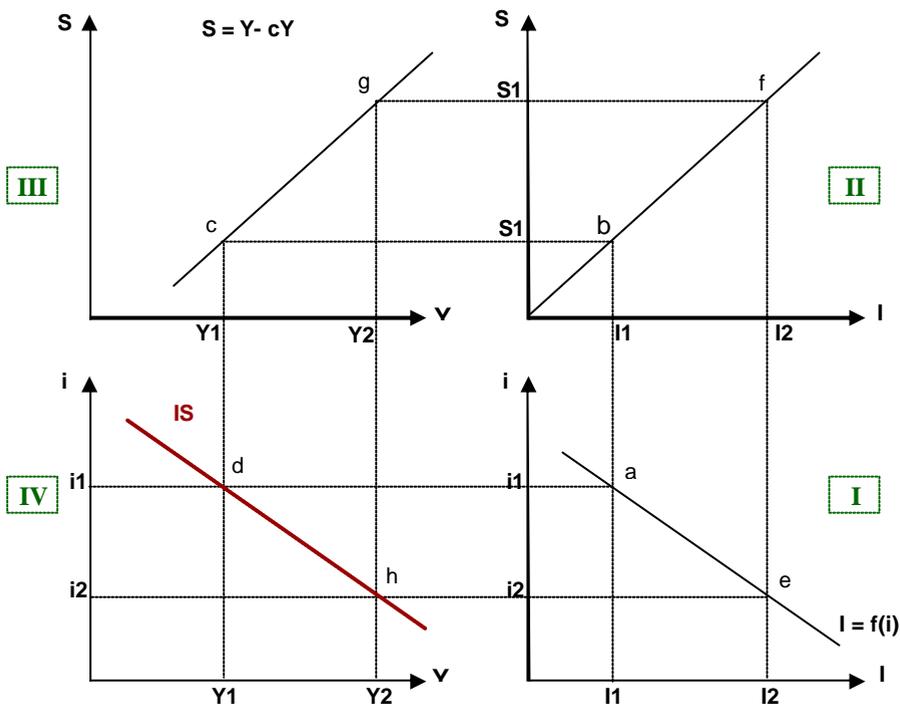
2. Le déplacement de la courbe IS

La courbe IS se déplace sous l'influence de facteurs tel que l'investissement.

La décision d'investir dépendant également de facteurs subjectifs, les entrepreneurs peuvent augmenter leur niveau d'investissement (au-delà du niveau optimal permis par le taux d'intérêt) en raison, par exemple, d'un plus grand optimisme concernant les résultats futurs de leurs entreprises.

Dans ce cas, les entrepreneurs augmentent leur investissement autonome. Cela se traduit par le déplacement de la courbe IS vers la droite suite au déplacement de la fonction d'investissement vers la droite.

Construction de la courbe IS



II – L'ÉQUILIBRE SUR LE MARCHÉ DE LA MONNAIE

L'équilibre sur le marché de la monnaie est représenté par la courbe LM qui exprime l'égalité entre la demande de monnaie (L) et l'offre de monnaie (M).

1. L'offre et la demande de monnaie

L'offre de monnaie est le fait de la banque centrale car c'est elle qui détermine le volume de la masse monétaire en circulation (donnée exogène).

La demande de monnaie est le fait des agents économiques non financiers tels que les ménages par exemple.

Cette demande répond à des besoins divers que Keynes regroupe en trois catégories :

- La demande de monnaie pour motif de transaction (M_t)
- La demande de monnaie pour motif de précaution (M_p)
- La demande de monnaie pour motif de spéculation (M_s)

Considérant que M_t et M_p sont homogène, on peut distinguer entre deux demande de monnaie : $M_1 = M_t + M_p$ et $M_2 = M_s$

(M_2 dépend du taux d'intérêt et de la relation inverse qui existe entre ce taux et la valeur des actifs financiers que possèdent les agents).

2. Construction et interprétation de la courbe LM

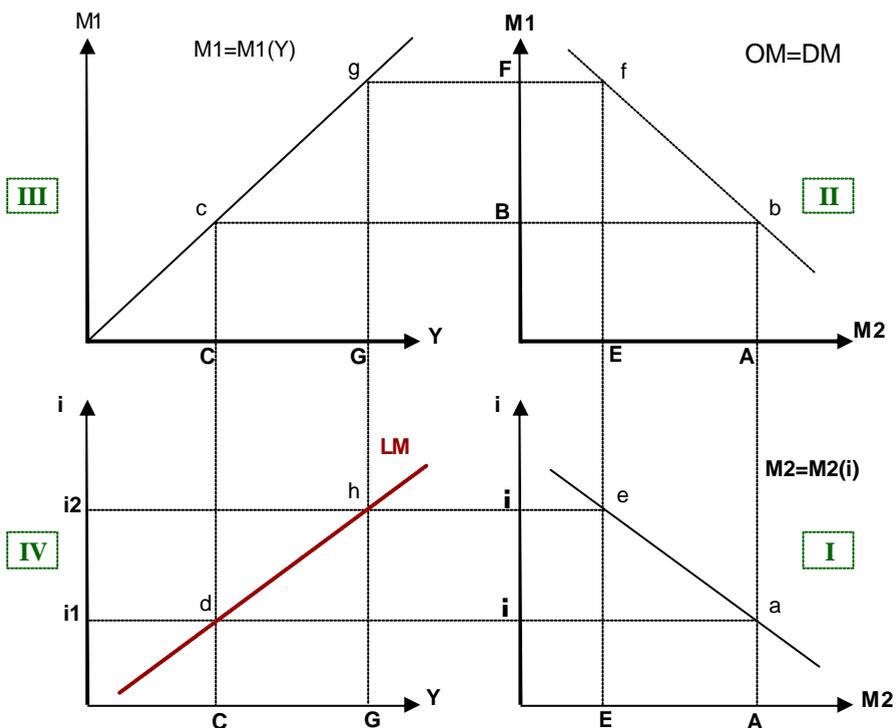
De la même manière que la courbe IS, la courbe LM, qui reflète l'équilibre sur le marché de la monnaie à travers l'égalité entre la demande de monnaie (L) et l'offre (M), se détermine en quatre étapes (voir graphique)

3. Le déplacement de la courbe LM

La création de la monnaie ou sa destruction agit sur la droite LM en la déplaçant respectivement vers la droite ou vers la gauche. Dans le cas d'une création monétaire c'est-à-dire une augmentation de l'offre monétaire, à demande de spéculation constante, la demande de monnaie pour transaction augmente et par conséquent le niveau du

revenu est revu à la hausse. L'accroissement de (M_1) agit comme un stimulant pour la production.

Construction de la courbe LM

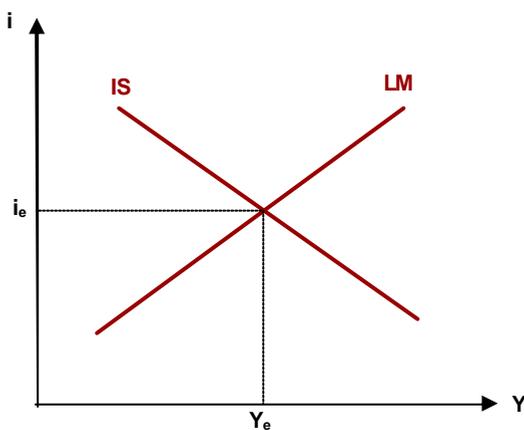


III – L'ÉQUILIBRE SIMULTANÉ

L'équilibre est simultané lorsque le taux d'intérêt et le revenu sont à des niveaux qui expriment aussi bien l'équilibre du marché des biens et services que celui de la monnaie.

Cet équilibre est représenté par la rencontre des deux droites IS et LM au point d'équilibre (E) qui correspond à un taux d'intérêt $i = i_e$ et à un revenu d'équilibre (Y_e).

Equilibre simultané



Chapitre 4

LA POLITIQUE BUDGETAIRE

En tant qu'axe de la politique économique conjoncturelle, la politique budgétaire est liée aux finances publiques à travers le budget.

La politique budgétaire peut être définie comme l'utilisation par l'Etat des recettes et des dépenses pour agir sur les flux des revenus du circuit économique.

Ces moyens ou instruments d'action budgétaire peuvent être analysés, selon leur caractère volontaire ou pas, de deux manières.

I – Les instruments automatiques

La politique budgétaire dispose d'un ensemble de mécanismes automatiques qui permettent de stabiliser le niveau d'activité économique qui est en fluctuations permanentes. C'est le cas notamment des impôts.

Les recettes fiscales ont tendance à s'ajuster de manière automatique aux variations du revenu en stabilisant ce dernier. Ainsi, en période de prospérité, quand le revenu augmente, les impôts augmentent aussi et constituent une fuite du circuit économique qui exerce une pression à la baisse du revenu. Inversement, en période de récession, les recettes fiscales diminuent (car le revenu diminue), ce qui favorise à nouveau l'augmentation de la demande et donc du revenu.

Conséquences des instruments automatiques :

- Ces stabilisateurs sont des facteurs qui ont pour effet d'accroître les déficits publics en période de récession et de les diminuer en période d'expansion et cela sans l'intervention volontaire des autorités publiques.
- La stabilisation automatique est un phénomène qui peut avoir, selon les cas, un effet favorable ou défavorable selon si on est en situation de sous-emploi ou proche du plein emploi.

II – Les instruments discrétionnaires

Bien que les stabilisateurs automatiques permettent de réguler l'activité économique, elles ne peuvent à elles seules supprimer les fluctuations qui affectent cette dernière. Ces fluctuations restent suffisamment importantes pour appeler une action volontariste des autorités publiques par le biais des instruments discrétionnaires de la politique budgétaire.

Les recettes et les dépenses budgétaires sont les principaux instruments de cette politique en raison de leur impact sur la demande globale.

La question qui s'impose est de savoir lequel des deux instruments faut-il choisir ; ou serait-il plus indiqué d'utiliser les deux. Sur le plan du principe et en tenant compte de l'effet multiplicateur, la démonstration de Haavelmo semble montrer qu'à variations identiques en valeur, l'action de la dépense est porteuse de plus de résultat en terme d'augmentation nette du revenu.

Sur un autre plan, lorsque la récession touche un secteur particulier ou une région déterminée, la relance économique par des dépenses publiques bien orientées semble plus pertinente car une diminution des impôts aurait un impact initial généralisé.

III – Effet de la politique budgétaire

Pour couvrir l'excès des dépenses sur les recettes, l'Etat peut recourir à plus d'impôt, à l'emprunt ou encore à la création monétaire. Le mode de financement choisi contribue à définir les effets de la politique budgétaire.

De manière générale, toute politique budgétaire expansionniste, soit par l'augmentation des dépenses et/ou par la diminution des impôts, produit un accroissement de la demande et donc du niveau d'activité économique, accompagnée d'une amélioration de la situation de l'emploi.

La politique budgétaire produit également des effets secondaires indésirables :

- La relance économique par l'augmentation de la demande entraîne une augmentation du taux d'intérêt. Cette hausse est due à un déséquilibre sur le marché de la monnaie : la croissance du revenu (déplacement de la droite IS) nécessite une demande de monnaie de transaction à laquelle l'offre de monnaie ne répond pas (elle demeure constante) et l'excès de la demande sur l'offre entraîne l'augmentation du taux d'intérêt. Par conséquent, l'investissement est déprimé (effet d'éviction) et la consommation est réduite.

- L'effet d'éviction peut être expliqué également comme étant le résultat du recours à l'emprunt pour financer le déficit public. En effet, dans ce cas de figure, l'Etat entre en concurrence avec les entreprises dans la demande des fonds privés (épargne privée). Il s'en suit une spirale d'augmentation du taux d'intérêt rémunérateur des titres de créance émis (obligations, bons de trésor). Cette hausse est relativement faible si l'épargne oisive est disponible. Dans le cas contraire, la hausse des taux d'intérêt devient plus importante au point de pénaliser les entreprises désirant investir en les évinçant du marché financier.

- Lorsque la politique budgétaire est fondée sur un financement par création monétaire, dans un premier temps, cela ne réduit pas l'effet positif de l'augmentation des dépenses, mais une augmentation trop importante de la masse monétaire risque de déclencher un processus inflationniste et un déséquilibre de la balance des paiements. De cette manière, l'effet recherché de la demande sera vite contourné par la hausse des prix et le déséquilibre externe.